
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 23/3 (1996)

DOI: 10.11588/fr.1996.3.60360

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

JEAN NURDIN

LA QUESTION EUROPÉENNE:
Étude de quelques ouvrages récents*

Depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement du système soviétique, qui curieusement et peut-être non fortuitement ont coïncidé avec le bicentenaire de la Révolution française et de la proclamation des droits de l'homme et du citoyen, les ouvrages sur l'Europe et sur tous les problèmes touchant à son unification se sont multipliés, notamment en Allemagne.

La réunification allemande, en 1990, a été un événement majeur, surprenant, que les experts les plus perspicaces n'avaient pas osé envisager avant une date très éloignée. Cet événement a logiquement entraîné la parution de nombreux ouvrages concernant la nouvelle situation intervenue dans la relation entre les deux parties de l'Allemagne, et plus généralement entre l'Allemagne nouvelle et les pays d'Europe centrale et orientale¹.

L'achèvement de la construction de la CEE et la signature du Traité de Maastricht en 1992, l'objectif d'une « Union européenne » à caractère fédératif soulèvent évidemment un grand nombre de questions de tous ordres, concernant non seulement les domaines politique, économique et financier, mais aussi les problèmes sociaux, culturels, idéologiques.

Ce sont ces problèmes qu'abordent les livres publiés en langue allemande depuis la fin des années 1980. Comme l'écrivit Günther Pflug, ancien directeur général de la Deutsche Bibliothek à Francfort-sur-le-Main, dans un article intitulé « L'Europe par ses livres », « ce

* La contribution présente correspond à un compte rendu des ouvrages suivants: Jens REICH, Rückkehr nach Europa. Bericht zur neuen Lage der deutschen Nation, München (Hanser) 1991, 264 p.; Hans HECKER (Hg.), Europa – Begriff und Idee. Historische Streiflichter, Bonn (Bouvier) 1991, 188 p. (Kultur und Erkenntnis, 8); Michael SALEWSKI, Nationale Identität und Europäische Einigung. 15 Vorträge für die Ranke-Gesellschaft, Vereinigung für Geschichte im öffentlichen Leben, Göttingen (Muster-Schmidt) 1991, V-343 p.; Günther LOTTES (Hg.) unter Mitwirkung von Georg KUNZ, Region, Nation, Europa. Historische Determination der Neugliederung eines Kontinents, Heidelberg (Physica) 1992, 319 p. (Schriftenreihe der Europa-Kolloquien im alten Reichstag, 1); Europa 92. Mit Beiträgen von Margot KÖRBER-WEIK u.a., Stuttgart (Kohlhammer) 1993, 163 p. (Kohlhammer Taschenbücher, 1099); Hugo DYSERINCK, Karl Ulrich SYDRAM (Hg.), Europa und das nationale Selbstverständnis – Imagologische Probleme in Literatur, Kunst und Kultur des 19. und 20. Jahrhunderts, Bonn (Bouvier) 1988, 435 p. (Aachener Beiträge zur Komparatistik, 8); Heide PETRICH, Ideologie und Sozialstrukturen in Europa – Eine Analyse von ethnographischen Daten, Berlin (Dietrich Reimer) 1989, 218 p.; Fritz OSSENBÜHL (Hg.), Föderalismus und Regionalismus in Europa, Baden-Baden (Nomos) 1990, 336 p.; Werner WEIDENFELD, Wolfgang WESSELS (Hg.), Europa von A-Z. Taschenbuch der Europäischen Integration. 2. erweiterte und aktualisierte Auflage, Bonn (Europa Union) 1992, 415 p.; Peter HAUNGS (Hg.), Europäisierung Europas? Baden-Baden (Nomos) 1989, 160 p.; Klaus WEIGELT (Hg.), Patriotismus in Europa, Bonn 1988, 135 p.; Otto MOLDEN, Die Europäische Nation – Die neue Supermacht vom Atlantik bis zur Ukraine, München (Herbig) 1990, 323 p.; Otto KIMMINICH, Deutschland und Europa – Historische Grundlagen, Berlin (Mann) 1992, 109 p.; Hagen SCHULZE, Die Wiederkehr Europas, Berlin (Siedler) 1990, 75 p.; Lothar SPÄTH, Der Traum von Europa, Stuttgart (Deutsche Verlags-Anstalt) 1989, 383 p.

¹ Cf. Michael STÜRMER, Deutsche Frage und europäische Integration, Melle 1988 (Straßburger Gespräche, 16).

serait une grande mission que de redécouvrir l'unité intellectuelle de l'Europe et de la faire revivre. Et le support privilégié de cette mission est l'écrit².

A ce point de vue, la grande exposition organisée il y a quelques années à la Foire du Livre de Francfort, sous l'impulsion de Claus Schöndube, et présentée au Salon du Livre à Paris en mars 1991, a prouvé que l'Europe occupe une place de plus en plus importante dans la production des éditeurs allemands.

Le compte rendu qui suit sera consacré à l'analyse d'un certain nombre d'ouvrages abordant les thèmes principaux qui s'imposent à la réflexion des Européens depuis les événements évoqués précédemment, et davantage encore depuis la récente adhésion de nouveaux membres à l'Union Européenne. Et il est infiniment probable que ces sujets de réflexion prendront une importance croissante avec la révision du Traité de Maastricht prévue dans un avenir proche.

En manière d'introduction, nous signalerons à nos lecteurs le petit recueil d'articles intitulé »Europa 92«. Publié par la »Landeszentrale für politische Bildung« de Bade-Wurtemberg aux Editions Kohlhammer³, cet ouvrage dresse un bilan concernant essentiellement la politique économique et sociale de la C.E.E. tout en faisant une large place aux aspects traditionnels de la construction européenne.

Les problèmes économiques et sociaux sont abordés dans une série de chapitres portant tour à tour sur la concurrence, sur les questions monétaires, fiscales, sociales, sur l'environnement, l'énergie, les transports, l'agriculture. De ces études parfois très techniques, nous ne retiendrons que certains aspects propres à intéresser un lecteur non averti: la nécessité d'une promotion des P.M.E., la coopération transfrontalière, la lutte contre les monopoles, le protectionnisme et le dirigisme étatique, l'application de la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux, l'amélioration de la coopération internationale en matière de transports.

S'il y a dans ces domaines une cohésion croissante et effective entre les États-membres – ce que les spécialistes nomment »intégration fonctionnelle«- l'intégration dite »institutionnelle« a longtemps marqué le pas. Le Traité de Maastricht, malgré l'affirmation du principe de subsidiarité et la perspective de la création d'un comité des régions, changera peu de choses à cette situation. Car, vu l'hétérogénéité des structures régionales, ce comité n'aura pas de pouvoir de décision. Et, par ailleurs, rien n'est prévu pour renforcer celui du Parlement européen, seule expression de la légitimité démocratique.

Telle qu'elle est, la Communauté est donc une création hybride participant à la fois des traités internationaux et des organisations supranationales, les décisions dépendant en effet essentiellement de la souveraineté des États, même si, au sein du Conseil des Ministres, elles sont prises à la majorité, et non à l'unanimité. Il n'en reste pas moins que la Communauté économique européenne est »la plus grande réalisation politique de l'Europe au cours de ce siècle« (p. 26) et que les compétences s'accroissent lentement, mais sûrement. Le dernier chapitre de cet ouvrage, intitulé »Panorama de la Communauté européenne«, fournit des données, des faits et des dates fort utiles concernant les diverses étapes de l'intégration.

Rédigé par des spécialistes d'économie ou de politologie, »Europa 92« présente donc un inventaire très concret des résultats atteints et des retards à combler en matière de construction européenne, au moment où les États-membres s'engagent dans une voie nouvelle, et où les opinions publiques ont besoin d'informations claires et précises. »Europa 92« vient utilement compléter la deuxième édition de l'ouvrage »Europa von A-Z«, également parue en 1992⁴.

2 Nachbarn in Europa – Etre voisins en Europe, Frankfurt/Main 1991, p. 9.

3 Kohlhammer Taschenbücher Bd. 1099, Stuttgart, Berlin, Köln 1993, 163 p.

4 Werner WEIDENFELD, Wolfgang WESSELS (Hg.), Europa von A-Z. Taschenbuch der Europäischen Integration. 2. erweiterte und aktualisierte Auflage, Bonn (Europa Union) 1992, 415 p.

Identités nationales et identité européenne

L'unification européenne ne se réduit toutefois pas à l'organisation de l'économie et de la société. Jean Monnet lui-même aurait déclaré, dit-on, qu'il aurait dû commencer par la culture, la notion de culture étant évidemment prise au sens large du terme, à savoir la forme particulière de civilisation propre à chaque peuple. C'est précisément la conscience de cette culture spécifique qui constitue l'essentiel de l'identité d'une collectivité, et c'est dans la difficulté d'harmoniser l'ensemble des identités nationales que réside sans doute le problème fondamental de l'unification européenne. Il n'est pas surprenant que les études parues ces dernières années traitent très souvent de ces questions. Ainsi en est-il de »Nationale Identität und Europäische Einigung«⁵.

Ce recueil qui fait suite à deux colloques organisés par la Ranke-Gesellschaft à la fin des années 1980, a le mérite d'aborder le problème central de la construction européenne, à savoir la relation entre les identités nationales et l'unification du continent. »Nationale Identität und europäische Integration sind keine Gegensätze, sie sind die beiden Seiten einer Medaille«: ainsi conclut Michael SALEWSKI son introduction (p. XXIII). Et dans son étude sur »Le problème de la nation et de l'Europe depuis le XIX^e siècle«, Andreas HILLGRUBER ne manque pas d'affirmer avec Theodor Schieder que le fait de fonder toute souveraineté politique sur la nation ou la nationalité est typiquement européen (p. 16). Cependant, il ne manque pas non plus de souligner les effets nocifs des égoïsmes étatiques (p. 12).

Nous mentionnerons deux thèses dignes d'intérêt concernant la création de la C.E.E. L'une ne voit dans le Traité de Rome qu'un accord entre États nationaux désireux de se renforcer en s'unissant (A.S. MILWARD, p. 112). L'autre y discerne un seul mobile, celui d'entraîner l'Allemagne (L. HERBST, p. 33, 40, 45).

Après 1945, de pareilles considérations ont bien entendu joué un rôle très important, mais il est certain que l'entreprise européenne n'aurait guère progressé si elle n'avait reposé que sur des motivations aussi négatives. La réconciliation franco-allemande, condition sine qua non, ne pouvait avoir lieu que parce que l'identité nationale des uns et des autres était, depuis longtemps, conditionnée par le peuple voisin (SALEWSKI, p. XVI). Signalons à ce sujet le bel article de Beate GÖDDE-BAUMANN sur »Nationales Selbstverständnis, Europabewußtsein und deutsche Frage in Frankreich«, où l'auteur indique fort à propos qu'en France sentiment national et conscience européenne ne s'opposent pas, et qu'un élément important de l'identité française est précisément la conviction que le pays a une mission à remplir en Europe (p. 47).

Chacun des grands peuples européens a du reste cru devoir s'assigner une tâche civilisatrice, libératrice ou dominatrice, camouflant ainsi ses visées impérialistes. Ceci est vrai de la France et de l'Allemagne, mais aussi de l'Angleterre, de l'Espagne, de la Russie.

G. SCHMITT procède, quant à lui, à une minutieuse analyse de la stratégie britannique d'encerclement de la C.E.E., destinée notamment à contrebalancer l'essor économique de l'Allemagne et à sauvegarder la position de charnière de la Grande-Bretagne entre l'Europe et l'Amérique. W. L. BERNECKER rappelle les projets d'«hispanisation» de l'Europe dans la droite espagnole et le mythe franquiste de la défense de l'Occident chrétien (p. 152). Pour sa part, H. HECKER cite Lénine et Staline sur le capitalisme impérialiste et la révolution socialiste en Europe occidentale, jusqu'à l'abandon par Gorbatchev de l'idée d'imposer à l'Europe le modèle socialiste (p. 328).

Nous réserverons une mention particulière aux contributions sur l'Autriche et la Hongrie, car elles abordent un thème difficile, celui de l'organisation de l'Europe centrale. L'Autriche, largement favorable à l'Union Européenne, est néanmoins un État à la périphérie de l'Europe occidentale, »un seuil, un pont vers l'Europe de l'Est« (p. 259). Ses rapports histo-

5 SALEWSKI (voir n. *).

riques avec ses voisins et la coopération transfrontalière débouchent logiquement sur l'idée de »Mitteleuropa«, laquelle, précise R. RACK, ne fait pas concurrence à l'idée européenne, mais l'enrichit et la complète (p. 262). L. J. KISS va plus loin, en indiquant que la Hongrie ne peut être profondément »réeuropéanisée« que par une réactivation de la dimension »mittel-europäisch«, à condition que celle-ci fasse partie intégrante de l'«Europe globale» (Gesamt-europa) et rompe avec le concept historique de »Mitteleuropa« propre à l'impérialisme allemand (p. 289)⁶.

Les problèmes d'identité, notamment de l'identité allemande, ainsi que les rapports de l'Allemagne réunifiée avec ses voisins d'Europe de l'Est constituent les thèmes essentiels des chroniques, discours et essais réunis par Jens REICH, le cofondateur du »Neues Forum«, dans »Rückkehr nach Europa«⁷. L'auteur jette un regard quelque peu mélancolique sur les événements de l'automne 1989, l'échec du projet de réforme des intellectuels de l'ex-R.D.A., qui voulaient un socialisme à visage humain mais se retrouvèrent vite débordés par les pragmatiques, les cyniques, les carriéristes (p. 137). REICH regrette visiblement cette R.D.A., qui aurait pu produire une société alternative face au système occidental, bien qu'elle n'ait été qu'un »non-État« (Unstaat), une »demi-nation«, un »produit de laboratoire« (Retortennation). Déniant à l'Allemagne du passé le caractère d'un véritable État national, REICH se hasarde à refaire l'histoire: une double Allemagne aurait peut-être, pense-t-il, constitué une solution viable. Être allemand ne signifie pas vouloir à tout prix l'État national. L'identité nationale n'est rien d'autre, pour un Allemand, qu'un »trou béant« (p. 168). Voilà donc l'Allemagne redevenue le »point d'interrogation de l'Europe« (p. 169).

A la lecture des considérations que l'auteur consacre au passé de son pays, on pense inévitablement aux conceptions des défenseurs du fédéralisme germanique, aux partisans d'une fédération multinationale, multiculturelle à la manière de l'Empire des Habsbourg. REICH rejoint ici, curieusement, les positions des adversaires de la solution »kleindeutsch« de la question allemande. Selon lui, en effet, la mission de l'Allemagne est d'équilibrer les oppositions au cœur de l'Europe, la réunification donnant à l'ancienne R.D.A., et par là au pays tout entier (à condition qu'il se garde de tout esprit hégémonique) une chance nouvelle. Ce »retour à l'Europe« doit être aussi celui des voisins orientaux, dont l'Occident a besoin (p. 211) autant qu'ils ont besoin de lui.

Identité européenne, intégration, rôle de l'Europe entre les »Deux grands«, tels sont aussi les sujets de réflexion des auteurs du volume intitulé »Europäisierung Europas?«⁸ Le titre en est passablement paradoxal, et volontairement interrogatif.

Dans l'introduction à ces actes d'un colloque de la »Deutsche Gesellschaft für Politikwissenschaft«, P. HAUNGS écarte d'emblée des perspectives comme une fédération d'Europe centrale ou l'illusion d'une mission allemande dans ces régions. Il rejette ici les thèses de B. WILLMS et P. KLEINWERFERS⁹ et estime que la Communauté Européenne est une réalité plus tangible que ces élucubrations.

G. SCHWAN part d'un point de vue tout différent dans sa contribution »Europa als Dritte Kraft«. Il considère que l'Europe ne peut tirer aucune conséquence politique de sa multipli-

6 Sur le concept historique de »Mitteleuropa«, qui connaît un renouveau depuis les années 1980, on consultera notamment les ouvrages suivants: Heinrich von SRBIK, *Mitteleuropa – Das Problem und die Versuche seiner Lösung in der deutschen Geschichte*, Weimar 1937; Henry Cord MEYER, *Mitteleuropa in German Thought and Action 1815–1945*, The Hague 1955; Jacques DROZ, *L'Europe Centrale – Evolution historique de l'idée de »Mitteleuropa«*, Paris 1960; Egbert JAHN, *Europa, Osteuropa und Mitteleuropa*, Hessische Stiftung Friedens- und Konflikt-Forschung, Frankfurt/Main 1989.

7 REICH (voir n° *).

8 HAUNGS (voir n° *).

9 B. WILLMS, P. KLEINWERFERS, *Erneuerung aus der Mitte – Prag, Wien, Berlin – Diesseits von Ost und West*, Herford 1988.

cité et de son caractère indéfinissable. Européanisation signifierait donc uniquement effort d'unification face aux »Deux Grands«, ce qui amène l'auteur à rappeler les principaux projets d'«Europe européanisée» (p. 16) du début du XIX^e au milieu du XX^e siècle. Mais l'européanisation au sens d'une Troisième Force ne peut réussir, précise-t-il, que si la Russie se démocratise et si les États nationaux abandonnent davantage de compétences au niveau supranational.

Le passé récent semble confirmer ces espoirs, encore que certains théoriciens comme Rudolf HRBEK observent que la C.E.E. contribue à maintenir l'État national: les intérêts nationaux dominant dans les instances bruxelloises (p. 96), les citoyens n'ont pas encore de conscience européenne et la C.E.E. n'est encore qu'un »système de concordance« (*Konkordanzsystem*, p. 100), système complexe à plusieurs niveaux où les États constituent les entités centrales. A ce sujet, Werner LINK se demande si les États européens ont la puissance et la volonté nécessaires pour exercer une fonction de Troisième Force. L'homogénéité entre eux est-elle assez grande pour créer et développer une coopération fédérale? (p. 125). En l'occurrence, LINK est formel: l'Ouest européen intégré est seul à même de constituer un noyau de fédération démocratique pour l'Europe entière. Il se réfère ici à Kant (p. 139) et exclut, comme HAUNGS, tout projet de »Mitteleuropa« excluant la France et la Grande-Bretagne (p. 141). Il revenait à Bernd HENNINGSEN d'étudier, à l'écart des problèmes politiques, l'évolution des sociétés nationales, leur rapprochement progressif, dans la perspective d'une harmonisation générale des politiques sociales. En la matière, HENNINGSEN partage les thèses de Hartmut Kaelble¹⁰, selon lequel le dynamisme du processus d'intégration émane moins des politiques et des institutions que du mouvement profond d'assimilation des genres de vie et des manières de penser (p. 75).

Tirant les conclusions du débat sur l'»européanisation de l'Europe«, Raimund SEIDELMANN constate, quant à lui, qu'il existe une identité européenne spécifique, découlant des traditions historiques et de l'homogénéité des structures sociales, et que la formation de cette identité est le produit de facteurs internes, mais aussi externes (confrontation avec les »Deux Grands«, p. 151-152). La réflexion doit cependant se poursuivre quant à une définition plus précise de l'identité européenne et à une appréhension théorique et méthodique satisfaisante du processus d'intégration (p. 157). Dans cette réflexion, la science politique allemande doit et peut jouer un rôle important. Le volume 8 des »Schriften der Philosophischen Fakultät der Heinrich-Heine-Universität Düsseldorf« intitulé »Europa – Begriff und Idee«¹¹ veut montrer les diverses caractéristiques du concept d'Europe, de l'Antiquité jusqu'à nos jours, ainsi que les diverses manières dont ce concept a été appréhendé. L'entreprise est audacieuse, certes indispensable, mais forcément incomplète. Elle n'est du reste pas la seule, et nous citerons parmi d'autres les contributions au colloque sur »L'idée de l'Europe au fil de deux millénaires«, organisé en 1991 par l'Université de Picardie¹².

De la masse d'informations historiques que propose »Europa – Begriff und Idee«, nous retiendrons deux choses essentielles: d'une part la notion d'opposition comme caractéristique fondamentale de l'Europe, d'autre part celle d'équilibre. Le concept d'Europe est en effet, d'Hérodote, Strabon et Aristote jusqu'à nos jours, très largement négatif, dialectique, utilisé face à un péril extérieur (Asie, Turcs, Staline etc.) ou intérieur (conflits entre États-nations, entre impérialismes). C'est pour combattre les tentatives d'hégémonie, de »monarchie universelle« qu'est né le système de l'équilibre, application à la politique des découvertes de la science (Newton). De Leibniz à Gentz, en passant par Montesquieu, Rousseau, Kant et Herder, la philosophie morale a cherché à introduire dans la politique les lois de la rationalité européenne. Telle est la thèse, à vrai dire incontestable, de Klaus MÜLLER.

10 H. KAEUBLE, *Auf dem Weg zu einer europäischen Gesellschaft*, München 1987.

11 HECKER (voir n. *).

12 *L'idée de l'Europe au fil de deux millénaires*, Publication du Centre d'Histoire des idées de l'Université de Picardie Jules Verne, préface d'Alfred GROSSER, Paris (Beauchesne) 1994, 284 p.

Un autre texte fort éclairant concerne non plus l'identité, mais la construction actuelle de l'Europe. Il est intitulé »Die Europäische Gemeinschaft – Ein ›Über-Bundesstaat‹?« et signé Hans BOLDT. Partant du vieux débat entre »constitutionnalistes« et »fonctionnalistes«, il démontre que l'»Union Européenne« actuelle est à la fois une fédération (Bundesstaat) et une confédération (Staatenbund), ou, pour reprendre les termes de W. Hallstein, une »fédération inachevée« (p. 143).

La question posée par l'auteur sur l'identification de l'union européenne comme »Super-État fédéral« reste au moins provisoirement sans réponse, de même que d'autres questions qui ne manqueront pas de surgir et qui déjà nourrissent le débat politique en R.F.A.: comment, dans une fédération à trois niveaux (région – État national – instance supranationale), équilibrer les compétences et éviter l'unitarisme centraliseur; comment sauvegarder la démocratie à la base? Reprenant en conclusion du recueil »Europa – Begriff und Idee« le thème de l'opposition Est/Ouest, H. HECKER souligne le rôle de l'idée d'»Europe centrale« dans la conscience historique et culturelle des voisins orientaux de l'Allemagne, et rappelle que cette option a été malheureusement discréditée par l'impérialisme allemand (p. 169–170). Les problèmes d'identité sont bien entendu liés à la notion de patriotisme. Un ensemble d'études, dont plusieurs touchent aux problèmes les plus complexes et les plus délicats pour l'édification d'une Europe des peuples est précisément intitulé »Patriotismus in Europa«¹³. Comment dégager un patriotisme authentique et positif, tout spécialement chez les Allemands? Comment passer du patriotisme national à un patriotisme européen? Ces questions sont aujourd'hui au cœur du débat:

Il convient également de distinguer patriotisme et nationalisme, la première notion étant positive, la seconde négative (p. 13). En moins d'un siècle, les grands États nationaux ont exploité à leur profit un sentiment qui, au départ, ne signifiait rien d'autre que l'attachement des citoyens à la nation républicaine. Le patriotisme a alors subi le gauchissement fatal qui fut celui du sentiment national dégénéralant en nationalisme. Il est donc devenu en Europe, depuis le milieu du XX^e siècle, un concept problématique et ambivalent. Ceci est particulièrement vrai du patriotisme allemand, surexploité à des fins peu avouables par le nazisme (p. 30). Nous retiendrons l'analyse que Michael Stürmer fait des diverses formes historiques du patriotisme allemand: »Reichspatriotismus«, patriotisme »prussien« du XVIII^e siècle, attachement au petit État princier du classicisme weimarien, patriotisme »constitutionnel« de la R.F.A., ce »Verfassungspatriotismus« représentant la voie d'accès à un futur patriotisme européen. La création d'un véritable esprit européen grâce à la prise en compte des divergences et des convergences des mentalités et des cultures suppose un patient travail d'investigation et d'analyse auquel s'est attachée la Section de Littérature comparée de l'Université d'Aix-la-Chapelle¹⁴. La méthode appliquée ici ressortit à l'»imagologie comparée«, science récente qu'il convient de distinguer de l'ethnopsychologie, sujette à caution pour avoir naguère alimenté les pires idéologies. L'imagologie permet au contraire de relativiser les caractères nationaux, les cultures nationales, de montrer que nos peuples et nos nations sont des »schémas de pensée concrétisés de manière temporaire dans l'espace historique« (p. 25). De toute évidence, comme l'indiquent H. DYSERINCK et K.U. SYDRAM, la littérature et l'art sont créateurs et véhicules d'images, voire de clichés et de stéréotypes qui participent au premier chef à l'élaboration des identités nationales, et de la conscience européenne. On saisira donc toute l'importance, pour l'histoire des relations culturelles en Europe, d'une coopération internationale et interdisciplinaire ayant pour objectif l'étude des corrélations entre phénomènes esthétiques et types de pensée nationaux.

Nous trouvons dans ce recueil très riche plusieurs analyses de cas particulièrement complexes d'identité nationale. Tel celui de la Suisse, évoqué par M. GSTEIGER, avec ses diverses

13 WEIGELT (voir n. *).

14 DYSERINCK, SYDRAM (voir n. *).

identités linguistiques et culturelles s'exprimant dans des littératures différentes, et avec sa tradition fédéraliste qui constitue la base immuable de la citoyenneté helvétique. De son côté, E. EMRICH évoque le rôle décisif joué par les écrivains et les philosophes dans la formation de la conscience nationale allemande, ce qui ferait d'elle une « variante spécifique » en Europe, notamment par la distorsion entre l'utopie d'une Germanité idéale et le « philistin » allemand. Enfin cette série d'études sur les identités nationales ne pouvait ignorer un phénomène qui, dans un continent aussi morcelé politiquement et aussi riche de cultures que l'Europe, devrait assumer dans l'avenir une fonction considérable, à savoir la fonction médiatrice. Ainsi en est-il de l'Alsace (V. HELL) et du Luxembourg (G. TRAUSCH).

Il revenait à M.S. FISCHER de rendre compte, dans « Europa und das nationale Selbstverständnis », de l'œuvre de E.R. Curtius, cet éminent romaniste précisément né en Alsace, et qui fut l'un des plus grands interprètes allemands de la culture française. Rappelons que Curtius s'efforça d'affirmer entre les deux guerres et après la Seconde Guerre mondiale, le primat de l'humanisme occidental. Sa correspondance avec A. Gide ouvre des perspectives toujours actuelles sur la conception d'une symbiose européenne, et plus particulièrement franco-allemande, où les éléments nationaux seraient non pas éliminés, mais dialectiquement « aufgehoben », c'est-à-dire à la fois conservés, intégrés et élevés à un niveau supérieur (p. 344).

Nous signalerons encore, pour en terminer avec les ouvrages portant sur les questions d'identité, l'étude de Heide PETRICH sur « Ideologie und Sozialstrukturen in Europa »¹⁵. L'objet en est de dégager, par l'analyse des données ethnographiques et des structures sociales, les valeurs, les normes et les principes d'action, en un mot les idéologies propres à diverses sociétés européennes. L'auteur réfute la thèse d'une idéologie égalitariste qui serait celle de l'Europe occidentale moderne. Hiérarchies et inégalités seraient en revanche des traits caractéristiques, notamment dans les rapports de propriété et le statut de la femme. Dans ces deux domaines, l'étude de PETRICH ne fait, semble-t-il, que confirmer des évidences. Beaucoup plus nouvelles sont, à notre sens, ses conclusions concernant la famille, encore marquée par les conceptions bibliques (p. 51, p. 128), et le travail, lié à l'élévation du statut social et à la vie citadine, et, partant, à l'ancienne tradition urbaine de Rome et de l'Italie (p. 183).

Cet ouvrage a le mérite de prouver qu'il existe toujours dans le tréfonds des mentalités et sous les apparences de la civilisation moderne, des comportements traditionnels souvent hérités d'un lointain passé, antérieurs aux identités nationales, et dont la formation d'une identité européenne aura forcément à tenir compte.

Régionalismes et fédéralisme

De même que la diversité européenne s'inscrit dans la multiplicité des identités nationales, voire régionales, et que l'une des difficultés majeures de la construction d'une Europe pluraliste consiste précisément à transcender ces éléments hétérogènes par l'élaboration d'une conscience commune, il est à prévoir que l'une des questions essentielles de l'avenir sera celle de l'harmonisation des structures institutionnelles de l'ensemble multinational. Cette question est d'ores et déjà à l'ordre du jour, et il n'est pas surprenant qu'un nombre important d'ouvrages l'aborde depuis quelques années.

Nous mentionnerons d'abord celui d'un homme politique connu, Lothar SPÄTH, ancien ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg. Intitulé « 1992 – Der Traum von Europa », ce livre mêle la fiction et la réalité, le rêve des futurs États-Unis d'Europe et, en contrepoint, l'enlisement de la C.E.E. dans des questions basement matérielles. L'actuelle phase transitoire est soumise à une critique pénétrante, l'auteur récusant en particulier la politique

15 PETRICH (voir n. *).

du profit, l'idéologie de l'État-nation, le vide laissé par l'absence de projet institutionnel et comblé par la bureaucratie bruxelloise. SPÄTH juge cette situation inacceptable. Il propose un retour à l'idéal d'antan et, sans omettre les aspects techniques de l'intégration (cf. chap. II et III), il met l'accent sur trois thèmes principaux: la culture, le régionalisme et la constitution de l'Europe future.

En premier lieu, il considère la conscience d'une identité européenne comme résidant à peu près exclusivement dans les traditions culturelles (p. 221). Or l'Europe étant recherche incessante, remise en question permanente, thèse et antithèse, sa »réalité culturelle est la réalité de ses oppositions culturelles« (p. 233). L'unité européenne étant fondée sur la multiplicité, SPÄTH en déduit la nécessité de sauvegarder et d'enrichir mutuellement les cultures nationales, car de cette osmose naîtront l'identité et l'unité.

En second lieu, il se montre convaincu que le fondement d'une union politique de l'Europe doit être une »Europe des régions«. Les régions sortiront renforcées du processus d'unification, car elles serviront de contrepoids à la fois à l'absolutisme étatique et à la centralisation bruxelloise. SPÄTH estime que les Länder doivent inciter la R.F.A. à lancer un débat sur le fédéralisme, car seule la fédération pourra faire de l'Europe un continent pluraliste, créatif, responsable (p. 285).

En troisième lieu, il pense ici, à juste titre d'ailleurs, au modèle allemand de la future »Union européenne«, dont la constitution ne pourra qu'être fédérale, mais au sein de laquelle les États nationaux pourront conserver leurs structures et leurs institutions traditionnelles, étant bien entendu que les citoyens européens feront entendre leur voix en élisant directement le Parlement européen. A cette première chambre viendrait s'adjoindre un »Conseil des États d'Europe« (Europäischer Länderrat), émanant des gouvernements ou des parlements nationaux. Le gouvernement européen serait élu par les deux chambres. Le président de l'Union aurait des fonctions protocolaires et ne serait pas élu au suffrage universel. On reconnaît ici le modèle institutionnel de la R.F.A., également décelable dans le souci d'accorder un rôle important à l'échelon régional. Un éventuel »Conseil régional«, sans pouvoir législatif, mais ayant une fonction délibérative pourrait, estime SPÄTH, hâter l'intégration européenne à la base.

C'est aussi des trois niveaux de la région, de l'État national et de l'Europe que traitent les actes du colloque organisé en octobre 1991 à Ratisbonne. Ces actes publiés en 1992¹⁶ sont introduits par deux contributions concernant l'édification de l'Europe future: la première (G. LOTTES) porte sur trois facteurs historiques de la formation de l'Europe, à savoir l'État, la nation et la région; la seconde (Hans MAIER) aborde le problème linguistique dans un monde en voie d'unification. L'aspect le plus intéressant de la réflexion de LOTTES concerne le régionalisme, qui, à vrai dire, laisse l'auteur sceptique. Quant à MAIER, il se déclare favorable à une »Europe des langues maternelles« (p. 55), Europe de l'esprit et de la culture contraire à toute hégémonie linguistique.

Nous ne pouvons indiquer ici que quelques idées importantes relatives aux divers pays européens: spécificité de l'identité nationale britannique, problématique des mouvements régionalistes français, imbroglio des nationalités espagnoles, danger des mouvements séparatistes italiens. Notons en outre l'analyse historique très approfondie menée par Heinz DUCHHARDT sur les relations entre le système des particularismes régionaux (Kleinstaaterei) en Allemagne et l'idée européenne.

Plus intéressant encore pour l'avenir de l'Europe centrale est l'étude de L. SZARKA sur les dernières années de la monarchie des Habsbourg. L'auteur s'interroge sur la signification de cet ensemble multinational par rapport à l'Europe actuelle: fut-il un résidu de l'histoire, une »prison des peuples«, ou au contraire une anticipation, la préfiguration de l'intégration européenne (p. 204)? Il est certain que le débat sur l'organisation de l'Europe

16 LOTTES (voir n. *).

centrale et danubienne intéresse non seulement les peuples de ces régions, mais aussi toute l'Europe¹⁷.

Enfin les pays slaves ne sont heureusement pas absents de ce recueil. Dans l'ex-Yougoslavie comme dans l'ancienne U.R.S.S., les revendications ethniques ont succédé à l'effondrement du système communiste camouflé sous un fédéralisme de façade. Les conflits de nationalités ont fait resurgir d'antiques séparations longtemps occultées, comme l'opposition Orient/Occident ou Asie/Europe, ce qui, entre autres choses, pose l'éternel problème des limites de l'Europe et de la définition de sa civilisation (p. 268).

N'omettons pas la très vaste bibliographie que renferme cet ouvrage: elle tient compte du double phénomène d'intégration en Europe occidentale et du réveil des nationalités et des régionalismes en Europe centrale et orientale. Et elle est inspirée en outre par la nécessité d'harmoniser dans l'avenir ces deux processus contradictoires grâce aux conceptions fédéralistes.

C'est également au fédéralisme et au régionalisme que sont consacrés les actes d'un colloque tenu à Bonn en 1989 et préfacé par l'ancien Ministre fédéral de l'Intérieur Wolfgang SCHÄUBLE¹⁸. Le lecteur y trouvera une analyse circonstanciée des systèmes politiques et administratifs de huit pays d'Europe occidentale et centrale, se répartissant en trois groupes: États de type fédératif (Suisse, Autriche, R.F.A.), États de type unitaire (Espagne, France, Italie), États »sui generis« (Belgique, Grande-Bretagne).

Le fédéralisme helvétique (qui, rappelons le, a été si souvent proposé comme modèle depuis J. J. Rousseau) est désigné du terme de »coopératif« par Kurt EICHENBERGER. Sa vitalité reste grande, en dépit des problèmes inhérents à toute société moderne, en particulier l'affirmation de l'identité suisse face à la construction européenne. Selon H. SCHAUMBECK, l'Autriche pratique elle aussi un fédéralisme coopératif qui lui assure des structures démocratiques, décentralisées et dynamiques. Quant à Fritz OSSENBÜHL, il considère comme inévitable l'évolution des systèmes fédératifs coopératifs vers l'unitarisme. Le cas de la R.F.A. paraît donc corroborer la réflexion de certains théoriciens du fédéralisme qui ont écrit au siècle dernier. Selon OSSENBÜHL, l'une des causes principales de cette évolution serait le processus de l'intégration européenne. Il serait donc essentiel de sauvegarder le principe de la démocratie communale et l'autonomie des Länder face aux empiétements de Bonn et de Bruxelles.

Les États unitaristes comprennent trois pays latins. La France se distingue parmi eux du fait de sa centralisation, historiquement bien ancrée dans ses traditions. Le problème français le plus urgent est donc celui d'une véritable régionalisation, qui continue à se heurter au principe de la »république une et indivisible« (p. 232). L'Espagne, quant à elle, tend de plus en plus à remplacer le centralisme de type napoléonien par un fédéralisme à l'allemande, et à reconnaître le droit de ses diverses nationalités à constituer des États autonomes (comunidades autónomas). Selon V. ONIDA, le régionalisme italien est un phénomène plus idéologique et politique qu'ethnique, culturel ou économique. Mais en dépit des dérives particularistes, on peut espérer qu'il évoluera sous l'influence des modèles voisins (p. 259). L.P. SUETENS indique que le fédéralisme belge, avec sa double structure régionale, est un système tout à fait

17 Nous renvoyons ici aux actes du colloque *Mitteleuropa pour ou contre l'Europe?*, organisé en 1987 à Paris par le B.I.L.D., l'Institut autrichien, le Goethe-Institut et l'Université de Paris III sous la direction de Joseph Rován. Publications de l'Institut d'Allemand d'Asnières, N° 6. Ces actes présentent une importante bibliographie des ouvrages parus depuis les années 1980 sur le thème de »Mitteleuropa«. Nous y ajouterons les titres suivants: Milan KUNDERA, *Un Occident kidnappé, ou la tragédie de l'Europe centrale*, dans: *Le Débat* 27 (1983); Otto VON HABSBURG, *Die Reichsidee – Geschichte und Zukunft einer übernationalen Ordnung*, Wien, München 1986, 268 p.; id., *Zurück zur Mitte*, Wien, München 1991, 250 p.

18 OSSENBÜHL (voir n. *).

original (p. 302), alors que le Royaume-Uni est plus inclassable encore. Il résulte de l'analyse menée par N. JOHNSON que l'État britannique, politiquement unitaire, mais administrativement décentralisé, pourrait éventuellement s'intégrer à un ensemble européen de type confédéral. Les Anglais restent méfiants envers le fédéralisme, qu'il considèrent comme peu propice à la transparence démocratique (p. 333, p. 334).

On saisit aisément tout l'intérêt que ces réflexions présentent pour la construction européenne. Elles s'inscrivent dans une série de travaux menés depuis quelques années sur le fédéralisme et le régionalisme, notamment à Innsbruck¹⁹.

Il n'est sans doute pas fortuit que le dernier ouvrage que nous mentionnons soit l'œuvre d'un Autrichien. L'historien O. MOLDEN, président du »Österreichisches Colleg«, se place dans la lignée de Toynbee en affirmant dans »Die Europäische Nation«²⁰ le caractère nécessaire et inéluctable de la formation d'une »nation européenne«, phénomène dont il pense discerner dès à présent les signes tangibles. Son livre »décrit l'évolution vers une nation européenne, la nécessité de former un État fédéraliste de la Grande Europe« (p. 262), ensemble multiethnique allant de l'Atlantique aux frontières orientales de la Russie Blanche et de l'Ukraine. L'auteur appuie ses thèses sur une étude détaillée de l'évolution historique de l'Europe depuis l'Antiquité, sur une analyse de la situation des peuples minoritaires, de même que sur un essai de définition du génie créateur et civilisateur de notre continent. C'est sur ces bases qu'il projette dans l'avenir la vision idéale d'une Europe fédérale des peuples et des citoyens. Pour lui, l'Europe n'est pas un concept géographique, car l'Oural n'est pas sa limite orientale. A la suite de Toynbee, il y inclut tous les peuples d'ascendance romaine, celtique, germanique et slave de l'Ouest et du Sud, peuples qui, nourris d'esprit hellénique, de droit romain et de christianisme, ont créé la civilisation mondiale moderne. Le phénomène inévitable de mondialisation amène MOLDEN à poser un certain nombre de questions cruciales sur les rapports entre la civilisation européenne et les grandes cultures extraeuropéennes.

Quant à la question du déclin de l'Occident, MOLDEN, rejetant les thèses pessimistes de Nietzsche et Spengler, se range également à l'avis de Toynbee: il fait confiance au dynamisme européen, à l'émergence d'un »sentiment national commun« ne s'opposant pas aux identités spécifiques des peuples. Il entrevoit la création d'une société fédéraliste surmontant le chaos de la société industrielle de masse (p. 266).

Le chapitre VI est consacré à la description du »fédéralisme intégral des collectivités de voisinage«, vision politico-sociale rappelant les utopies du premier socialisme, et dont le but est l'instauration d'une société libre, démocratique, pluraliste, formée de citoyens autonomes, responsables et créateurs. Tels doivent être, d'après MOLDEN, les fondements de la »nouvelle superpuissance, la nation européenne des peuples et des citoyens« (chap. VII).

*

Comme on peut le constater, l'imagination, – nous n'osons pas dire l'utopie – n'est pas absente de la littérature consacrée ces années dernières à la construction européenne. Mais seul l'avenir permettra de vérifier si les anticipations de MOLDEN auront quelque chance de se réaliser.

En attendant, les préoccupations des auteurs s'appliquent essentiellement à dégager quelques grands thèmes qui n'apparaissent pas toujours clairement dans la masse des réflexions et des informations concernant les problèmes européens. En premier lieu viennent les identités, nationales d'abord, européenne ensuite.

19 Nous renvoyons en particulier aux actes du colloque d'Innsbruck sur *Föderalismus und Regionalismus in europäischer Perspektive*, hg. von Stefan HUBER und Peter PERNTHALER, Wien (Braumüller) 1988 (Schriftenreihe des Instituts für Föderalismusforschung, 44). Les actes d'un autre colloque consacré aux mêmes thèmes et organisé en mai 1994 à Innsbruck sont actuellement en voie de parution.

20 MOLDEN (voir n. *).

En cette époque de crise, elles fournissent une ample matière à réflexion sur leurs éléments constitutants, sur les divergences et convergences des mentalités, sur la complexité des cultures, des traditions et des valeurs qui sont réputées former la base de la civilisation européenne et d'où est censée naître un jour une identité commune.

Parmi les peuples, les Allemands ont toujours, plus que d'autres, des problèmes identitaires. Il n'est donc pas étonnant que de nombreux ouvrages abordent ce sujet capital, d'autant plus que l'Allemagne réunifiée retrouve sa place historique au centre du continent et, du même coup, de nouvelles responsabilités. La question, c'est d'organiser sa position de telle sorte «que malgré sa situation centrale elle ne soit pas au milieu»²¹. Le fédéralisme allemand (et autrichien) serait la solution éventuelle à cet épineux problème, encore compliqué par celui – combien plus délicat – de l'Europe centrale²².

En tout état de cause, personne ne conteste plus que l'Europe future doive s'appuyer sur les nations. Par contre, le régionalisme ne paraît pas faire l'unanimité. Le fait régional est pourtant inscrit dans le Traité de Maastricht, et les conférences intergouvernementales de 1996 devraient logiquement s'en préoccuper²³. Il faudra bien, dans l'avenir, resituer l'État national, déterminer ses compétences par rapport à d'éventuelles régions et au niveau supranational²⁴.

Peut-être atteindra-t-on ainsi à l'Europe démocratique, à l'Europe des citoyens qui reste jusqu'ici, depuis l'Acte Unique de 1987, un pur concept programmatique.

21 KIMMINICH (voir n. *) p. 109.

22 Cf. ici Egbert JAHN, *Europa, Osteuropa und Mitteleuropa*, Frankfurt/Main 1989.

23 SCHULZE (voir n. *).

24 Eberhard SCHULZ, *Die deutsche Nation in Europa*, Bonn (Europa-Union) 1982.